

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°20251014-DEC-DAEN1113  
EN DATE DU **22 OCT. 2025**  
PORTANT AUGMENTATION DE LA CAPACITÉ MAXIMALE ANNUELLE DE STOCKAGE  
DE DÉCHETS NON DANGEREUX NON INERTES  
DANS L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX  
SITUÉE À CHATUZANGE LE GOUBET,  
EXPLOITÉE PAR LA SOCIÉTÉ ONYX AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

La préfète de la Drôme,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 181-14, L. 541-15, L. 541-25-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfète du Rhône ;
- VU** le décret du 30 juillet 2025 nommant Madame Marie Aimée GASPARI, préfète de la Drôme ;
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant Monsieur Cyril MOREAU secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- VU** le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes, approuvé le 10 avril 2020 par le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en particulier le plan régional de prévention et de gestion des déchets non dangereux d'Auvergne-Rhône-Alpes qu'il contient ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020 portant autorisation d'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) située à Chatuzange Le Goubet et exploitée par la société ONYX Auvergne-Rhône-Alpes, en particulier, son article 1.1.1 qui précise que la société ONYX Auvergne-Rhône-Alpes est autorisée à exploiter une extension du casier de stockage de déchets non dangereux désigné H, puis de nouveaux casiers de stockage de déchets non dangereux désignés I et J ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2021 modifiant la date de mise en exploitation de l'extension de l'ISDND susvisée ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2021 modifiant la capacité maximale annuelle, pour l'année 2021, de l'ISDND susvisée ;

- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 septembre 2022 portant sur l'exploitation, dans l'ISDND sus-visée, d'une unité d'épuration de biogaz avec production de biométhane réinjecté dans le réseau de distribution de gaz naturel ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 août 2023 portant cessation d'exploitation d'une tour aéroréfrigérante dans l'ISDND susvisée ;
- VU** le dossier de porter à connaissance présenté le 27 février 2024 par la société ONYX AUVERGNE-RHÔNE-ALPES à monsieur le Préfet de la Drôme, portant sur les évolutions suivantes des conditions d'exploitation de l'ISDND susvisée :
  - Augmentation de la capacité annuelle autorisée de 90 000 tonnes à 140 000 tonnes ;
  - Création d'une capacité de réserve destinée à contribuer à l'autosuffisance et à la satisfaction des besoins nécessaires en gestion de déchets non dangereux des territoires à l'échelle de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;
- VU** la demande du président du Conseil régional de la région Auvergne-Rhône-Alpes en date du 30 juin 2025, adressée à monsieur le Préfet de la Drôme, portant notamment sur l'application de l'article L. 541-25-1-II du Code de l'environnement pour réviser la capacité annuelle de stockage de déchets de l'ISDND susvisée ;
- VU** la lettre du 9 septembre 2025 de la société ONYX Auvergne-Rhône-Alpes adressée à madame la Préfète de la Drôme, faisant part des besoins immédiats de capacités de stockage pour les déchets non dangereux de la Drôme, de l'Ardèche et de l'Isère, besoins non compatibles avec la contrainte de délai fixée à l'article L. 541-25-1-II du Code de l'environnement ;
- VU** l'avis favorable du 13 octobre 2025 émis par la Directrice Générale Adjointe du Conseil régional de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, pour le Président et par délégation, émis sur le dossier de porter à connaissance susvisé, sous réserve, d'une part que l'augmentation de la capacité annuelle autorisée de 90 000 tonnes à 140 000 tonnes soit accordée à compter du 1er janvier 2026, d'autre part que l'ISDND exploitée par la société ONYX Auvergne-Rhône-Alpes à CESSIEU, autorisée par l'arrêté préfectoral n°2008-11255 du 12 décembre 2008 modifié, cesse toute activité à compter du 1er janvier 2026 ;
- VU** l'avis favorable émis le 13 mai 2024 par le Conseil Municipal de la commune de Chatuzange Le Goubet sur les évolutions présentées dans le dossier de porter à connaissance susvisé ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes en date du 14 octobre 2025, établi sur le dossier de porter à connaissance susvisé ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courriel le 14 octobre 2025 ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel le 17 octobre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2020 susvisé dispose : « *Sur demande de l'exploitant, l'installation pourrait être autorisée à recevoir 50 000 t/an supplémentaires à partir du 1er janvier 2025, sous réserve du respect des capacités maximales départementales d'enfouissement fixées par le Plan Régional de Prévention et de Gestion des déchets en vigueur. La demande doit faire l'objet d'un accord préalable écrit du Préfet. Les déchets doivent respecter les conditions fixées au chapitre 2.3 de l'arrêté d'autorisation d'exploitation.* » ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier de demande d'autorisation sur lequel s'appuie l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2020 susvisé a été rédigé pour l'exploitation de l'ISDND avec une capacité de 140 000 t/an ;

**CONSIDÉRANT** que l'augmentation de la capacité annuelle sollicitée dans le dossier de porter à connaissance susvisé n'est pas substantielle au sens de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les évolutions présentées dans le dossier de porter à connaissance susvisé ne nécessitent pas une nouvelle évaluation environnementale en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 541-1 du Code de l'environnement fixe, notamment, l'objectif de réduire de 50 % en 2025 les quantités de déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage par rapport à 2010, et impose la hiérarchie des modes de traitement, ainsi que les objectifs de proximité et d'autosuffisance de traitement, lesquels structurent l'organisation territoriale de l'élimination des déchets ;

**CONSIDÉRANT** que le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), contenu dans le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes susvisé, intègre et fixe, à compter de 2025, un plafond régional d'enfouissement de 1,1 million de t/an, ainsi que des plafonds prescriptifs par département, le plafond applicable au département de la Drôme étant de 300 000 t/an pour la capacité cumulée des ISDND ;

**CONSIDÉRANT** qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2025, la somme des capacités autorisées des ISDND en Auvergne-Rhône-Alpes atteignait 1 447 500 t/an, excédant le plafond régional de 1,1 million de t/an, ce qui impose un rééquilibrage capacitaire afin de garantir la conformité aux objectifs susmentionnés ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 541-25-1-II du Code de l'environnement permet à l'autorité administrative, à la demande du président du conseil régional, de réviser la capacité annuelle de stockage d'ISDND pour améliorer la prise en compte des objectifs de proximité et d'autosuffisance, la révision prenant effet au plus tôt trois ans après notification à l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que, par courriers du 30 juin 2025, le président du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes a saisi les préfets compétents, dont le préfet de la Drôme, afin qu'il soit procédé à la révision des capacités annuelles autorisées des ISDND, selon une démarche coordonnée à l'échelle régionale ;

**CONSIDÉRANT** que la révision porte sur toutes les ISDND du département de la Drôme ;

**CONSIDÉRANT** que le courrier du 30 juin 2025 du président du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes prévoit les capacités révisées suivantes dans la perspective d'une entrée en vigueur des capacités révisées à horizon 2028, un délai de 3 ans après la notification des arrêtés devant impérativement être respecté :

- 100 000 tonnes pour l'ISDND exploitée par la société SUEZ RV Centre-Est à Donzère ;
- 60 000 tonnes pour l'ISDND exploitée par la société COVED aux Granges Gontardes ;
- 140 000 tonnes pour l'ISDND exploitée par la société ONYX Auvergne-Rhône-Alpes à Chatuzange-le-Goubet ;

**CONSIDÉRANT** que l'ISDND exploitée par la société COVED aux Granges Gontardes a une capacité réduite au 1<sup>er</sup> janvier 2025 à 60 000 t/an, alors que l'ISDND de Roussas à laquelle elle succède avait une capacité s'élevant à 100 000 t/an, l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 1<sup>er</sup> décembre 2020 ayant intégré l'objectif fixé par le PRPGD pour la Drôme de 300 000 t/an au 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que des révisions similaires, utilisant les mêmes critères, sont engagées dans les autres départements de la région, notamment en Isère, où il est envisagé de fermer l'ISDND exploitée à Cessieu par la société ONYX Auvergne-Rhône-Alpes, et d'ajuster les capacités des autres ISDND afin de respecter le plafond départemental, dans un délai inférieur à un an, assurant ainsi la cohérence et l'égalité de traitement à l'échelle régionale ;

**CONSIDÉRANT** que la détermination des capacités révisées, par installation de traitement, est fondée sur les critères légaux suivants :

- (a) la nature des déchets admis (déchets ménagers et assimilés / déchets d'activités économiques) ;
- (b) pour les capacités dédiées aux déchets ménagers et assimilés, le nombre d'habitants et la typologie d'habitat des bassins de vie concernés, en tenant compte des variations saisonnières et de la présence d'autres installations de traitement (élimination ou incinération avec valorisation énergétique) susceptibles d'accueillir ces déchets ;
- (c) pour les capacités dédiées aux déchets d'activités économiques, le niveau d'activité économique des bassins de vie concernés, en tenant compte de la présence d'autres installations de traitement ;

**CONSIDÉRANT** à cet égard :

- que le bassin de vie Nord Drôme-Ardèche, plus densément peuplé et plus industrialisé autour de Valence et Romans, ne dispose que de l'ISDND située à Chatuzange-le-Goubet pour l'élimination locale des déchets ultimes, justifiant l'augmentation de sa capacité au regard des besoins et du principe de proximité ;
- que le bassin de vie Sud Drôme-Ardèche, davantage rural, dispose de deux ISDND de proximité, situées à Donzère et Roussas, permettant une réduction de la capacité de l'ISDND de Donzère sans compromettre la satisfaction des besoins du territoire ;
- que la fermeture envisagée de l'ISDND de Cessieu (Isère) implique un redéploiement maîtrisé d'une partie des flux vers la zone de chalandise de l'ISDND la plus proche, celle située à Chatuzange-le-Goubet, afin d'assurer l'autosuffisance et d'éviter des transports de déchets sur de longues distances ;

**CONSIDÉRANT** qu'au vu de ces éléments, l'ajustement des capacités des ISDND de la Drôme, à hauteur de 100 000 t/an pour l'ISDND de Donzère (société SUEZ RV Centre Est), 60 000 t/an pour l'ISDND des Granges-Gontardes (société COVED) et 140 000 t/an pour l'ISDND de Chatuzange-le-Goubet (société ONYX ARA), permet de respecter le plafond départemental de 300 000 t/an fixé par le PRPGD contenu dans le SRADDET, tout en améliorant la prise en compte des objectifs de proximité et d'autosuffisance visés par l'article L. 541-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la capacité réduite à 100 000 t/an pour l'ISDND de Donzère ne pourra prendre effet au plus tôt qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2029, conformément à l'article L. 541-25-1-II du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'augmentation de la capacité à 140 000 t/an pour l'ISDND de Chatuzange-le-Goubet avant le 1<sup>er</sup> janvier 2029 conduira au dépassement du plafond départemental de 300 000 t/an sus-mentionné ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 541-15 du Code de l'environnement offre la possibilité, après consultation du Président du conseil régional et sous réserve de motivation, de prendre une décision conduisant à déroger au SRADDET ;

**CONSIDÉRANT** le caractère temporaire de la dérogation induite par l'augmentation, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2029, de la capacité à 140 000 t/an de l'ISDND de Chatuzange-le-Goubet ;

**CONSIDÉRANT** la fermeture programmée à échéance fin 2025 de l'ISDND de Cessieu dans l'Isère, et sa proximité géographique avec l'ISDND de Chatuzange, permettant le respect du principe de proximité pour une partie des déchets précédemment accueillis à l'ISDND de Cessieu ;

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable du Président du conseil régional sur la possibilité de déroger au SRADDET ;

**CONSIDÉRANT** que la demande du dossier de porter à connaissance susvisé, concernant la création d'une capacité de réserve destinée à contribuer à l'autosuffisance et à la satisfaction des besoins nécessaires en gestion de déchets non dangereux des territoires à l'échelle de la région Auvergne-Rhône-Alpes, n'apparaît pas nécessaire à court terme ;

Le pétitionnaire entendu ;

**SUR PROPOSITION** de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

La création d'une capacité de réserve telle que décrite et demandée dans le dossier de porter à connaissance sus-visé, pour l'ISDND autorisée par l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2020 sus-visé, est refusée.

L'augmentation à 140 000 t/an de la capacité maximale de stockage de déchets non dangereux, demandée dans le dossier de porter à connaissance sus-visé, pour l'ISDND autorisée par l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2020 sus-visé, est acceptée, comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

## Article 2

Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020 susvisé, modifié en dernier lieu par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2023 susvisé, est ainsi modifié :

Description de l'activité	Caractéristiques des installations	Rubriques	Classement
2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée à la rubrique 2760.3.	<b>Quantité maximale de déchets entrants du 1<sup>er</sup> janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2021 : <u>182 000 tonnes/an (*)</u></b>	2760.2	A
Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3 recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.	<b>Quantité maximale de déchets entrants à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2024 : <u>150 000 tonnes/an (*)</u></b> <b>Quantité maximale de déchets entrants à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2025 : <u>90 000 tonnes/an (*)</u></b> <b>Quantité maximale de déchets entrants à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2043 : <u>140 000 tonnes/an (*)</u></b> Quantité maximale journalière de déchets entrants : <u>1 500 tonnes/jour</u> . Capacité de stockage complémentaire à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2022 : <u>2 940 000 m<sup>3</sup></u> , soit 2 940 000 tonnes pour une densité prise égale à 1	3540	A
Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure à 10 tonnes/jour.	Quantité maximale d'effluents liquides non dangereux (effluents tels que lixiviats) pouvant être traitée par l'unité de traitement : <u>50 tonnes/jour</u> Capacité maximale annuelle de traitement : <u>16 000 m<sup>3</sup></u>	2791-1	A
Exploitation de carrière. 3. Affouillements du sol lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1000 m <sup>2</sup> ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 t.	Sables et graviers extraits et évacués hors du site jusqu'au 31 décembre 2043 : - <u>3 688 000 tonnes (1 844 000 m<sup>3</sup>)</u> avec une limite de <u>500 000 de tonnes/an</u>	2510-3	A
Station de transit ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m <sup>2</sup> .	Superficie : <u>40 000 m<sup>2</sup></u>	2517-1	E
Broyage, concassage, criblage de produits minéraux naturels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées		2515-1 b)	D

Description de l'activité	Caractéristiques des installations	Rubriques	Classement
au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations étant comprise entre 40 et 200 kW.			
Élimination des déchets non dangereux non inertes avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires : - traitement physico-chimique	Quantité maximale de déchets liquides non dangereux (lixiviats ou effluents similaires) pouvant être traitée : <u>50 tonnes/jour</u>	3531	NC
Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines, étant inférieure à 50 tonnes.	2 cuves aériennes de fioul domestique simple enveloppe en rétention, d'une capacité globale de 3,5 m <sup>3</sup> .	4331	NC
Stations-service : Installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué est inférieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total.	Volume total maximal annuel distribué de gasoil ou GNR : 300 m <sup>3</sup>	1435	NC
Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971.	Puissance nominale globale : 3,8 MW Dans la mesure où les moteurs de combustion du site consomment exclusivement le biogaz produit au niveau du site relevant de la rubrique 2760, ils ne sont pas à classer.	2910	NC

(\*) Les déchets non dangereux utilisés comme matériaux de recouvrement au sens de l'article 33-II de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, ne sont pas comptabilisés dans la capacité annuelle de stockage de l'installation dans la mesure où ils ne dépassent pas 10 % du tonnage annuel enfouis. Les quantités au-delà de ce seuil de 10 % seront quant à elles comptabilisées dans le tonnage annuel.

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

#### **Article 4 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie de CHATUZANGE LE GOUBET et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de la commune de CHATUZANGE LE GOUBET fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 5 : Exécution – Notification**

Le Secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de CHATUZANGE-LE-GOUBET sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **22 OCT. 2025**

La Préfète,

Pour la Préfète, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

